

## UNJA Remaniement du bureau national

C'est un secrétaire général de l'UNJA apparemment serein qui s'est présenté, hier, devant les journalistes à l'occasion d'une conférence de presse. Cette sérénité de Yazid Abdesslam pourrait s'expliquer par le "succès" de la session du conseil national, qui s'est tenue le week-end dernier à Sidi-Fredj, et qui lui a permis de modifier la composition de l'instance exécutive de son organisation. "La nouvelle direction a réussi à récupérer l'UNJA le 17 juin dernier en entrant en son siège. Nous avons débuté un travail colossal pour remettre l'organisation sur les rails. Mais avec le temps, je me suis rendu compte que trois membres du bureau national préparaient une conspiration contre moi. Ils se sont présentés à moi pour exiger la tenue d'une session extraordinaire du conseil national, instance souveraine de l'UNJA, afin de statuer sur le sort de la nouvelle direction", a expliqué Yazid Abdesslam. Il a ajouté que cette proposition de tenue d'une session du conseil national avait été soumise à l'ensemble des secrétaires généraux de wilaya lors du colloque annuel sur Houari Boumediène qui s'est déroulé à Djelfa. "Tous les cadres de l'UNJA ont accepté cette proposition, mais ceux qui l'ont imposée ont demandé son report." Cette session s'est donc tenue jeudi dernier à Sidi-Fredj est a eu pour conséquence la dissolution du bureau national qui a été de fait totalement remanié. Questionné sur l'identité de la personne qui serait derrière la tentative du "putsch" qui aurait visé sa personne, sachant que les noms des deux prédécesseurs avaient circulé ces derniers temps, Yazid Abdesslam répondra : "Je suis certain que Abderrachid Boukerzaza n'a rien à voir avec tout ça. Par contre, Abdelaziz Belaid pourrait réagir de la sorte, ce serait normal. Mais je ne pourrai déclarer que c'est lui, je n'ai aucune preuve." Abdelaziz Belaid sera par contre vivement critiqué par son successeur qui l'accusera d'être responsable de la déchéance financière de l'UNJA. "Notre organisation croule sous les dettes. Les travaux réalisés au niveau du Centre international de la jeunesse de Sidi-Fredj sont estimés à 2 milliards 400 millions de centimes. Les factures impayées d'eau et d'électricité de ce même centre se chiffrent à plus de 90 millions, idem pour le siège." "Il est de tradition qu'une nouvelle direction prenne l'actif et le passif laissé par la précédente. Mais dans notre cas, c'est une véritable catastrophe. Le groupement d'entrepreneurs qui ont réalisés les extensions du Centre de Sidi-Fredj a intenté une action en justice devant la Chambre commerciale. A notre tour, nous avons déposé plainte contre deux ex-responsables de l'UNJA pour mauvaise gestion. Cette affaire est actuellement entre les mains de la justice." Sur un autre plan, Yazid Abdesslam a annoncé à l'assistance que son organisation est au service du président de la République. Il en veut pour preuve le fait que la totalité des membres du bureau national sont tous du mouvement de redressement du FLN. Y compris lui. Une révélation qui pourrait paraître anodine si ce n'est que Yazid Abdesslam a été élu à l'APW d'Oran sur une liste RND. L'occasion lui sera donnée de lever le voile sur son passé politique. "Sachez que je suis militant FLN depuis 1983. En 1997, mon nom était inscrit sur la liste des candidats FNL à l'occasion des élections législatives. Mais je me suis rendu compte que nous n'avions aucune chance devant la liste présentée par le RND. Nourredine Djelloul était également de cet avis et nous avons donc décidé d'en faire part à Boualem Benhamouda qui s'est opposé à sa révision. Ce fut le début de ma marginalisation du FLN. Voyant que je jouissais d'une grande popularité à Oran, le RND m'a proposé par la suite de m'inscrire sur la liste des candidats à l'APW. Mais sachez que, durant mon mandat de 5 années, je n'ai jamais cotisé pour le RND mais je continuais de payer mes cotisations à la kasma FLN de Sidi-Houari."

Tarek Hafid

## YAZID ABDESSLAM À PROPOS DES ÉTUDIANTS EMPRISONNÉS

### "Nous ne défendons pas l'indéfendable"

Le secrétaire général de l'UNJA, organisation qui chapeaute également l'UNEA, a tenu à se démarquer vis-à-vis des événements qui se sont déroulés au sein de l'ITFC. "Nous ne défendons pas l'indéfendable. Nous ne pouvons soutenir les casseurs et les fauteurs de troubles", dira-t-il au sujet des étudiants emprisonnés. Tentant de se rattraper, il affirmera par ailleurs que l'UNJA avait rendu public par voie de presse un communiqué pour dénoncer la violation des franchises universitaires.

T. H.

## CONFÉRENCE DE PRESSE DE ALI GHERBI "Nous constituerons une délégation et nous irons au dialogue"

Même s'il conteste la réunion qui se tient depuis vendredi dernier au Palais du gouvernement entre le chef du gouvernement et les délégués des arouch, Ali Gherbi s'est déclaré ne pas s'opposer à l'offre de dialogue lancée par Ahmed Ouyahia.

Pour preuve, il compte mener lui aussi une délégation pour "discuter avec le chef du gouvernement dans la perspective de la mise en œuvre de la plate-forme d'El-Kseur". C'est ce qu'il déclara hier lors d'une conférence de presse tenue au siège du *Soir d'Algérie* à la Maison de la presse Tahar-Djaout.

En effet, alors que la délégation des arouch menée par Belaid Abrika a entamé sa seconde journée de négociations avec le chef du gouvernement, l'autre figure de proue du mouvement citoyen, Ali Gherbi, est revenue longuement sur les raisons qui l'ont poussé à boycotter cette seconde phase du dialogue. En compagnie "d'autres frères de combat", Ali Gherbi a tenu à exprimer son désaccord sur la démarche entreprise "par nos frères, qui ont précipitamment accepté d'aller vers un dialogue relancé par le chef du gouvernement".

Selon le conférencier, "il fallait revenir au peuple, à la base citoyenne pour avoir le mandat et aller vers ce dialogue". "Il faut communiquer de la base au sommet.



Photo : Samir Sid

C'est d'ailleurs le principe fondamental du fonctionnement du mouvement citoyen, et ce, dans le but d'aboutir à un consensus. Mais il est regrettable de voir mes frères de combat ne pas respecter cette procédure qui constitue la base de notre mouvement", explique le délégué de la localité d'El-Kseur.

En somme, la délégation conduite par Ali Gherbi s'est déclarée "opposée" à ce dialogue "nous condamnons le fait que le chef du gouvernement ait choisi ses interlocuteurs". En effet, pour Ali Gherbi, "le chef du gou-

vernement est au courant du problème. Il connaît tous les délégués, d'autant que je figurais sur la liste des participants à ce dialogue et que c'était moi qui devais mener la délégation à ce dialogue". En d'autres termes, pour le conférencier, "certains délégués ont préféré l'aventure".

"Aujourd'hui, à travers cette conférence de presse, nous interpellons pour la dernière fois les participants à ce dialogue y compris le chef du gouvernement", ajoute-t-il.

Commentant davantage cette nouvelle donne, Ali Gherbi considère qu'il

ne fallait pas se presser. Selon lui, "il fallait tenir un conclave extraordinaire pour arrêter la démarche à entreprendre pour arrêter les modalités de reprise de dialogue avec le gouvernement. On ne peut pas faire confiance à un pouvoir qui a tué des dizaines de citoyens et blessé des milliers d'autres. Nous avons le droit de nous douter sur l'intention du gouvernement d'autant que le protocole d'accord du premier dialogue n'a pas été appliqué. Et puis en quoi la présence des délégués citoyens est importante pour entamer la mise en œuvre du protocole d'accord?", s'est interrogé Ali Gherbi.

Il dira également que "les gens qu'il a choisis ne sont pas représentatifs." Pour cela, le délégué de la wilaya de Béjaïa plaide pour l'arrêt de ce dialogue. "Si cela n'est pas réalisé, nous allons investir de nouveau la rue." D'ailleurs, la tenue de cette conférence est le signe d'un début de protestation.

Le conférencier qu'il s'est déclaré "suivre de très près l'évolution de la situation", compte interpellé très prochainement les délégués ayant pris part à ce dialogue, "pour s'expliquer devant les autres délégués".

"Nous les tiendrons pour responsables de ce qu'il adviendrait du mouvement."

Abder Bettache

## UN COMMUNIQUÉ OFFICIEL L'A ANNONCÉ HIER L'avant-projet de loi sur les hydrocarbures devant le Conseil des ministres

Examiné hier lors d'un conseil interministériel, l'avant-projet de loi relative aux hydrocarbures sera présenté en Conseil de gouvernement puis en Conseil des ministres avant la fin du mois de février prochain.

Une annonce faite hier par un communiqué des services du chef du gouvernement qui a précisé que ce dossier fera l'objet de plusieurs autres séances de ce conseil interministériel.

Gelée, sur décision du président de la République, voilà deux ans, et ayant soulevé une controverse médiatique et l'hostilité de la Centrale

syndicale notamment, la mouture de texte proposée par le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, consacre la libre concurrence en matière de raffinage, de transformation des hydrocarbures, de stockage, de distribution des produits pétroliers ainsi que des ouvrages et installations permettant leur exercice.

Mais aussi, ce projet définit le régime juridique et le cadre institutionnel régissant les activités de recherche, d'exploitation et de transport par canalisations des hydrocarbures, ainsi que les droits et obligations des personnes physiques et morales

exerçant une ou plusieurs de ces activités.

A rappeler que ce conseil interministériel, réuni par le chef du gouvernement, M. Ahmed Ouyahia, regroupe les ministres de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Energie et des Mines,

de la Justice, des Finances, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, des Transports, de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, et de l'Industrie.

Chérif Bennaceur

### AVIS DE DÉCÈS

La famille Guemache d'Alger a la douleur de faire part du décès de

**Guemache Rabah**

rappelé à Dieu hier, samedi 15 janvier 2005, à l'âge de 80 ans.

La levée du corps se fera aujourd'hui du domicile mortuaire sis 40, rue Ahmed Zabana.

L'enterrement aura lieu au cimetière El-Alia.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons.